



Le 15 septembre 2020

Vos Excellences,

**LETTRE OUVERTE AUX PRÉSIDENTS DE L'OUGANDA ET DE LA TANZANIE :  
SOUTENEZ LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES REVENUS DE LA  
POPULATION PLUTÔT QUE L'EACOP**

Les organisations de la société civile signataires listées ci-dessous souhaitent profiter de cette occasion pour vous remercier, Vos Excellences, pour le travail que vos gouvernements réalisent afin de bâtir nos pays. Nous vous remercions notamment pour vos efforts constants visant à sortir les membres les plus vulnérables de notre population de leur situation de pauvreté, et à limiter la destruction croissante de notre environnement à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières.

Néanmoins, les organisations signataires constatent avec inquiétude que vous, Président de l'Ouganda Yoweri Kaguta Museveni et Président de la Tanzanie John Pombe Magufuli, avez signé le dimanche 13 septembre 2020 l'accord du gouvernement hôte (Host Government Agreement, ou HGA) au projet d'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est (EACOP) au cours d'une cérémonie tenue à Chato, en Tanzanie.

Il faut souligner ici que l'EACOP fait partie intégrante des projets pétroliers de Tilenga et de Kingfisher, dans le graben Albertine en Ouganda, et qu'il ne peut exister que dans le cadre de ces projets. Le graben Albertine est l'une des régions de l'Ouganda et du monde les plus vulnérable aux changements environnementaux et à la biodiversité particulièrement importante.

Il rassemble plus de 70 % des zones protégées d'Ouganda en raison de leur extrême vulnérabilité aux changements environnementaux, telles que le parc national des Murchison Falls, les réserves naturelles de Bugungu et de Kabwoya, le Nil et le lac Albert, ainsi que les réserves forestières de Budongo et de Bugoma.

Il compte également de nombreux sites naturels et territoires sacrés, ainsi que beaucoup d'autres ressources de biodiversité fragiles. Malheureusement, Vos Excellences, le projet EACOP représente une immense menace et un grand risque pour ces écosystèmes sensibles.

Ces risques et menaces gigantesques n'ont cependant pas fait l'objet de discussions au cours de la signature du HGA. A la place, les promesses d'emploi et autres avantages économiques qui en découleraient l'ont été. Par exemple, il a été indiqué que l'EACOP entraînerait un investissement direct étranger (IDE) de 3,5 milliards de dollars en Ouganda et en Tanzanie, ainsi que la création de plus de 18 000 emplois en Tanzanie.

Il a également été indiqué que l'Ouganda et la Tanzanie se répartiraient les profits générés par l'EACOP à raison de 40 % pour l'Ouganda et 60 % pour la Tanzanie.

En outre, en Ouganda, Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni a assuré aux citoyens et citoyennes que la signature des accords aiderait l'Ouganda à se rapprocher d'une production de pétrole qui bénéficie aux Ougandais. Ces annonces ont été faites à la suite de la signature du HGA entre l'Ouganda et Total, le 11 septembre 2020. Le directeur général de Total, M. Patrick Pouyanne, était présent à la cérémonie de signature en Ouganda.

Vos Excellences, les promesses que vous avez faites de recevoir d'énormes investissements, de créer des emplois et de développer d'autres secteurs ont suscité un enthousiasme certain parmi les membres de vos gouvernements et dans le secteur privé.

Au milieu de cette liesse générale, les discussions sur les risques et les menaces posés par le projet EACOP sur l'environnement, le climat, l'économie et la société ont été reléguées au second plan.

Cependant, le projet se développe en Ouganda et en Tanzanie sur la base d'études d'impact environnemental et social (ESIA) erronés.

L'examen du contenu de l'ESIA pour la partie ougandaise de l'EACOP montre clairement que l'évaluation des conséquences climatiques du rapport est erronée, de même que son évaluation des répercussions économiques. En outre, le rapport n'aborde pas les risques majeurs encourus par les eaux de surface, ni même les conséquences d'une gestion des matières dangereuses de l'EACOP.

De plus, l'EACOP (de 1 445 km, ce qui en ferait le plus long oléoduc chauffé du monde) est très un oléoduc très controversé. Il est d'ailleurs si controversé que le projet EACOP a fait l'objet d'une [myriade de pétitions locales, nationales, régionales et internationales](#) et de [poursuites judiciaires](#), sans parler de [l'attention médiatique](#) qu'il a suscitée.

Par le biais des pétitions et des poursuites judiciaires, des parties prenantes à ce projet telles que des populations locales, des organisations de la société civile nationale et internationale, des militant·e·s contre le changement climatique, des femmes, des jeunes, des dirigeants religieux, et d'autres, ont appelé les chefs de gouvernement, les entreprises, les banques, les agences de crédit à l'exportation, les assureurs, et d'autres à tourner le dos à cet oléoduc controversé.

Un certain nombre de parties prenantes, comme la Banque africaine de développement (BAD), se sont montrées à l'écoute et ont inscrit leur [engagement à promouvoir la transition vers un développement à faible teneur en carbone](#) par le financement des énergies renouvelables, aux antipodes de projets reposant sur des énergies fossiles tels que l'EACOP.

Par cette lettre, nous vous appelons, Vos Excellences, à donner la priorité aux investissements dans l'énergie verte et dans d'autres secteurs durables, en particulier alors que le monde et l'Afrique de l'Est luttent contre la pandémie de COVID-19, les inondations, les morts et les invasions de sauterelles. Les preuves disponibles indiquent que ces catastrophes sont la conséquence même de la dégradation environnementale et du changement climatique, eux-mêmes causés principalement par l'utilisation d'énergies fossiles.

Vos Excellences, nous vous présentons ci-dessous nos préoccupations relatives au projet EACOP.

## **NOS PRÉOCCUPATIONS**

- a) **Risques et menaces pour l'environnement** Bien que nous comprenions votre volonté, Vos Excellences, de réaliser la transition économique de nos pays, nous dénonçons l'accomplissement de cette transition aux dépens de la protection environnementale. Comme vous le savez déjà, l'EACOP aura des répercussions sur les forêts, les zones humides, les mangroves et les lacs comme le lac Victoria. Comme vous le savez également, Vos Excellences, nos économies nationales dépendent de la nature : elles reposent sur l'agriculture, le tourisme, la pêche et sur plusieurs autres secteurs, clés pour notre économie, qui dépendent de la préservation de l'environnement. Malgré cela, notre environnement est sans cesse dégradé pour des projets pétroliers et d'autres projets. Cela doit cesser. La dégradation de l'environnement doit cesser, et sa protection doit être une priorité, passant avant les projets de développement tels que l'EACOP.
- a) **Risques pour la biodiversité** : Vos Excellences, vous savez sans doute déjà que la biodiversité de notre planète diminue à un rythme alarmant et dramatique. Selon des études, jusqu'à [100 000 espèces disparaissent chaque année](#), principalement à cause des activités humaines. Les données disponibles montrent que, même si les êtres humains ne représentent que 0,1 % de l'ensemble des créatures vivantes, ils ont causé la disparition de 83 % des mammifères sauvages et la moitié des espèces végétales<sup>1</sup>. C'est déplorable. Ce qui est encore plus déplorable, c'est que l'EACOP se prépare à accentuer encore la diminution de la biodiversité en impactant l'habitat d'espèces menacées ou en voie d'extinction comme les chimpanzés, les lions et les chiens sauvages africains, entre autres, en Ouganda et en Tanzanie. Ce danger doit être évité.
- b) **Les coûts du changement climatique** : De même, les risques liés au changement climatique engendrés par l'EACOP doivent être évités. Vos Excellences, selon les estimations disponibles, le pétrole brut transporté par l'EACOP entraînera la production de 34,3 millions de tonnes de carbone par an, ce qui exacerbera le changement climatique. Son aggravation va non seulement à l'encontre des objectifs des Accords de Paris sur le changement climatique, signés par l'Ouganda et la Tanzanie, mais elle condamne également les Ougandais et les Tanzaniens, qui font partie des populations les plus vulnérables du monde aux impacts du changement climatique. En effet, alors que les citoyens et citoyennes de l'Ouganda et de la Tanzanie souffrent de répercussions telles que des inondations, des coulées de boue, des glissements de terrain, des invasions de sauterelles et des morts, entre autres, il serait particulièrement malavisé d'investir dans l'EACOP.
- c) **Menace d'actifs irrécupérables** : Il serait encore plus malavisé d'investir dans l'EACOP à une époque où les États et les entreprises pétrolières ont lancé des tentatives de

---

<sup>1</sup> <https://reports.weforum.org/global-risks-report-2020/save-the-axolotl/#view/fn-5>

transition de l'énergie fossile vers l'énergie renouvelable. Les entreprises, les investisseurs et d'autres encore prennent leurs distances avec l'industrie du pétrole et du gaz, non seulement en raison des préoccupations liées au changement climatique, mais aussi parce que ces acteurs estiment que la rentabilité de l'industrie pétrolière est condamnée à diminuer en raison d'une baisse de la demande en pétrole et en gaz, résultant elle-même d'une transition de plus en plus de pays vers des énergies renouvelables. Total, qui est actuellement la responsable principale du développement de l'EACOP, a parfaitement conscience de cela ; avec d'autres géants européens du secteur comme, entre autres, BP et Eni, elle a [augmenté ses investissements dans les énergies renouvelables](#) cette année et simultanément diminué ses investissements dans des projets liés aux énergies fossiles. En outre, l'entreprise se présente comme une championne dans la lutte contre le changement climatique. Les actions de Total et des entreprises mentionnées plus haut laissent deviner la chute prochaine de l'industrie du pétrole et du gaz, sans parler des prévisions qui estiment que le pétrole représentera entre 44 % et la moitié du bouquet énergétique global en 2050. L'Ouganda et la Tanzanie devraient s'aligner sur l'époque actuelle et chercher à investir dans des énergies vertes et renouvelables, à l'inverse de l'EACOP.

- d) Augmentation de la dette :** Vos Excellences, il apparaît manifestement qu'outre les menaces citées ci-dessus, une somme d'argent importante, surtout pour les Ougandais et les Tanzaniens, est censée être investie dans l'EACOP. Il est prévu que 3,5 milliards de dollars dans ce projet, dont 2,5 milliards seraient empruntés. Cela augmentera la dette de l'Ouganda et de la Tanzanie. À l'heure actuelle, les économistes sont si préoccupés par des emprunts réalisés par l'Ouganda en anticipation de futurs revenus pétroliers que des responsables de la Banque de l'Ouganda ont averti que le pays, dont la dette est prévue à 47,5 % du PIB pour l'exercice financier 2020/2021, [pourrait s'effondrer face à la malédiction des ressources naturelles](#). La dette tanzanienne de 38,1 % du PIB sera également creusée par les investissements réalisés dans l'EACOP.
- e) Suppressions d'emplois :** Vos Excellences, lorsque l'on étudie la question d'investir ou non dans l'EACOP, la prudence demande de tenir compte du nombre d'emplois menacés par les activités d'exploitation pétrolière. Des agriculteurs, des pêcheurs, des professionnels du tourisme et des artisans, entre autres, pourraient perdre leur emploi à cause du changement climatique, de déversements pétroliers, d'une diminution de la biodiversité et d'autres risques posés par l'EACOP, sans parler d'autres projets pétroliers. Si l'on considère seulement l'Ouganda, 60 % de la population appartient à l'économie de subsistance. Il faut ajouter à cela les centaines de milliers de personnes qui travaillent dans les secteurs du tourisme, du voyage et de la pêche. En Tanzanie, l'agriculture de subsistance rassemble une immense partie de la population, qui utilisent 85 % des terres arables du pays. Les emplois de ces agriculteurs et autres professionnels doivent être protégés en évitant des projets tels que celui de l'EACOP qui entraîneront une aggravation du changement climatique.

- f) Violations des droits fonciers et d'autres droits :** De plus, les droits fonciers (entre autres) des plus de 12 000 personnes affectées par l'EACOP doivent être eux aussi protégés. Aujourd'hui, ces personnes n'ont pas été compensées pour leurs terres, malgré une date limite d'éligibilité après laquelle elles ont été empêchées d'utiliser leurs terres pour y placer des cultures pérennes. Le délai de compensation des personnes affectées par le projet les empêche non seulement d'exploiter leurs terres, mais augmente aussi le nombre de ménages pauvres, le taux d'abandon de l'école, le nombre de grossesses chez les adolescentes, les violences liées au genre et a d'autres conséquences négatives.
- g) Coût social des émissions de gaz à effet de serre :** Les répercussions mentionnées ci-dessus ne sont pas les seules du projet EACOP. Le « coût social des émissions de gaz à effet de serre » mesure la valeur en termes monétaires des dommages provoqués par une augmentation significative des émissions de gaz à effet de serre au cours d'une année donnée<sup>2</sup> ; il sera lui aussi aggravé par l'EACOP. Les estimations disponibles indiquent qu'entre 2025 et 2029, le coût social de l'EACOP provenant de la réduction de la productivité agricole nette, de la santé humaine et des dommages matériels causés par une augmentation du risque d'inondations, entre autres, s'élèvera à **9,62 milliards de dollars**. Il faut éviter ces dépenses.

---

<sup>2</sup> IWG (août 2016) Technical Support Document: Technical Update of the Social Cost of Carbon for Regulatory Impact Analysis Under Executive Order 12866, Groupe de travail interagences des États-Unis (Interagency Working Group), août 2016

## **RECOMMANDATIONS**

À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, cette année, l'Ouganda et la Tanzanie se sont joints à d'autres pays pour nous rappeler que « la Nature nous parle. Nous devons l'écouter. »

Vos Excellences, vous devriez écouter et protéger la nature en prenant les mesures suivantes :

- (i) Les rapports d'évaluation ESIA pour les projets pétroliers EACOP, Tilenga et Kingfisher sont erronés et, par conséquent, nous demandons l'interruption de toutes les opérations liées à l'EACOP en attendant la conduite d'ESIA effectives, qui incluent la participation de la population.
- (ii) En outre, les accords et autres discussions en cours au sujet de l'EACOP doivent être interrompus jusqu'à la fin des affaires en France et en Ouganda concernant les projets Tilenga et EACOP.
- (iii) D'autre part, les citoyens et citoyennes (y compris les populations transfrontalières) doivent être consultés avant qu'une décision soit prise sur le projet EACOP et sur Tilenga et Kingfisher, ses projets jumeaux.
- (iv) De plus, tout document contenant les accords en cours de signature liés à l'EACOP devrait être publié sans délai, pour permettre des engagements publics efficaces.
- (v) Vos Excellences devraient également éviter de développer l'EACOP dans des régions aux écosystèmes fragiles, et être ainsi des précurseurs de la protection environnementale.
- (vi) Vous devriez aussi prioriser l'investissement dans des énergies renouvelables, conformément aux Accords de Paris sur le changement climatique.
- (vii) Enfin, vous devriez vous engager à protéger l'espace civique des organisations de la société civile et des organisations environnementales, ainsi qu'à protéger des défenseur·e·s des droits humains décriés par certains membres de vos gouvernements.

En vous remerciant,

## **SIGNATAIRES**

1. Africa Institute for Energy Governance (AFIEGO)
2. Guild Presidents' Forum on Governance (GPFOG)
3. Citizens Concern Africa (CICOA)
4. Action Coalition on Climate Change (ACCC)
5. South Western Institute for Policy and Advocacy (SOWIPA)
6. World Voices Uganda (WVU)
7. Oil Refinery Residents Association (ORRA)
8. Centre for Constitutional Governance (CCG)
9. Twimukye Womens Organisation
10. Graffen Organisation –Butimba
11. Association of oil-affected youth
12. Center for Energy Governance
13. African Initiative on Food security and Environment
14. Environment Governance Institute (EGI)
15. Centre for Citizens Conserving